



Histoire & mesure

XXIX-1 | 2014

Éducation : compter et décider

Avant-propos

Évelyne Barbin et Anne-Sophie Bruno



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/4897>

DOI : 10.4000/histoiremesure.4897

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2014

Pagination : 3-8

ISBN : 978-2-7132-2436-2

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Évelyne Barbin et Anne-Sophie Bruno, « Avant-propos », *Histoire & mesure* [En ligne], XXIX-1 | 2014, mis en ligne le 30 juin 2017, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/4897> ; DOI : 10.4000/histoiremesure.4897

© Éditions de l'EHESS

Avant-propos

Ce numéro thématique reprend une partie des interventions d'une journée d'études co-organisée par la revue *Histoire & Mesure*, le Centre de recherches historiques (EHESS-CNRS) et le Cresc (Université Paris 13), qui s'est tenue le 5 avril 2013 à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Cette rencontre avait pour principal objectif de dresser un tableau, si ce n'est un bilan, des travaux récents concernant la quantification de l'éducation et de la formation, les nouvelles directions de recherches et le renouvellement des méthodes. Elle entendait axer la réflexion sur la question de la mesure, qu'il s'agisse de la quantification des phénomènes étudiés ou bien de l'histoire des instruments de mesure mobilisés, notamment en matière d'évaluation des élèves, des enseignants ou des établissements à l'échelle nationale et internationale ou en matière de financement. La prise en compte de la mesure pouvait porter sur une analyse de la production des statistiques, de leur usage par l'administration et les acteurs sociaux, mais aussi sur l'utilisation et l'analyse critique que pouvaient en faire les historiens. Le projet était aussi ouvert à des travaux sur les effets de la quantification. Le champ des investigations avait été conçu par les organisateurs de la journée d'études comme volontairement large, pouvant concerner l'ensemble des dispositifs d'éducation et de formation, en incluant les formations professionnelles et techniques, l'enseignement supérieur, ou encore les lieux de « rééducation ». Il était également ouvert à l'ensemble des périodes de l'histoire et des aires géographiques et culturelles.

Ce pari de l'ouverture a été largement gagné puisque les neuf articles qui composent ce numéro portent sur différents pays européens (Suisse, Belgique, Hongrie, France), mais aussi sur l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada), une partie d'entre eux proposant une perspective transnationale ou comparatiste. Ces contributions sont ici rassemblées selon deux axes principaux et complémentaires : l'histoire des statistiques éducatives et la mesure des inégalités scolaires.

1. Les statistiques éducatives, objets d'histoire

Dans la majeure partie des contributions, l'intérêt pour l'histoire de la mesure domine, en ce sens que les statistiques y sont pensées et travaillées comme des « objets d'histoire » et non comme de simples sources d'information sur ce que seraient les « réalités » du monde éducatif lors des périodes considérées. Les articles mettent en avant la constitution de statistiques publiques dans un maillage qui dépasse cependant le cadre strict des institutions d'État, pour la situer dans un contexte plus large, qu'il soit professionnel, social ou transnational.

Les statistiques comme instrument de structuration et de lien social

Caroline Ehrhardt et Renaud d'Enfert s'intéressent à la construction de l'enquête de l'an VII sur les Écoles centrales, non pas tant au contenu proprement dit du questionnaire qui l'accompagne, qu'à la manière dont il a été fabriqué et à la façon avec laquelle il doit être renseigné. Destinée à répondre aux attaques dont les Écoles centrales font alors l'objet, l'enquête vise, selon les vœux du ministre François de Neufchâteau, à « impliquer » les professeurs dans la mise en œuvre de sa politique. Un Conseil d'experts élabore le questionnaire adressé aux enseignants et rassemble les réponses dans des tableaux qui auront un rendu plus homogène que les réponses éparpillées, conforme à la volonté d'homogénéisation des enseignements voulue par le pouvoir. Plus largement, l'objectif politique est de mobiliser les enseignants et de légitimer les réformes censées répondre à leurs besoins. L'article souligne ainsi que, si les statistiques ont un rôle à jouer dans la construction et l'orientation des politiques éducatives, elles sont aussi l'occasion, pour les pouvoirs publics, d'établir une relation avec une profession dont la structuration est centrale pour la mise en place du système d'enseignement, celle des enseignants.

Les concours généraux de l'enseignement officiel en Belgique ont des objectifs comparables à ceux de l'Enquête sur les Écoles centrales. Mara Donato di Paola montre en effet que l'organisation de ces concours dans les années 1840-1850 se veut une aide à la structuration de l'enseignement, avant même que soit institué un cadre légal contraignant. De plus, le gouvernement a conçu un dispositif de remise des prix et de discours qui puisse rendre plus visible le corps professoral, valorisé dans ses fonctions, et qui montre au public son dévouement à la cause nationale. Les résultats des concours généraux sont synthétisés sous forme de tableaux qui donnent lieu à des classements, dont la publicité nationale permet au gouvernement de conforter la mise en place d'un enseignement public de qualité, capable

de rivaliser avec le réseau d'écoles confessionnelles plus ancien et à la réputation bien établie. Cette volonté de fonder la légitimité du système public d'enseignement sur une entreprise de classement n'est toutefois pas exempte de paradoxes : l'impératif de généralisation de l'enseignement s'accommode mal de la mise en concurrence des établissements induite par les classements, bientôt réduits à une individualisation des récompenses rapportées au seul mérite de l'élève.

De la même façon, comme Jérôme Krop l'établit, l'abondante production de statistiques sur l'enseignement primaire dans le département de la Seine est inséparable des réformes que promeut Octave Gréard dès les années 1860. Les données obtenues doivent indiquer des besoins, permettre l'attribution des crédits ou juger des effets des mesures prises. Mais « l'effort inédit de quantification de l'enseignement primaire public a aussi pour objet de célébrer, à travers l'exemple de la Seine, l'œuvre scolaire de la Troisième République », conduisant ses promoteurs à surestimer les taux de fréquentation des écoles primaires. À rebours de ces statistiques officielles, l'absentéisme qui persiste, même en milieu urbain, sévit surtout dans les classes préparatoires, en raison des règles qui régissent le passage dans les cours élémentaires et moyens : en l'absence d'une véritable réflexion pédagogique, il témoigne de la difficile alliance entre le principe d'obligation scolaire et l'objectif de promotion des meilleurs, chère à l'idéal méritocratique républicain.

Loin d'être de simples outils d'aide à la décision politique, les statistiques éducatives apparaissent ainsi comme une composante centrale des politiques publiques d'éducation ; dans tous les cas étudiés, il s'avère que c'est l'action publique qui guide la fabrication de nouvelles statistiques, et non l'inverse. Au regard de l'importance de ce moment, on comprend mieux dès lors la faible, et parfois la mauvaise exploitation qui peut être faite des données récoltées. Outils, parmi d'autres, d'élaboration des politiques scolaires, les statistiques éducatives s'inscrivent de ce fait dans un processus de production inséparable de la construction des appareils d'État modernes, à l'articulation de leurs dimensions nationales et transnationales.

La construction de statistiques d'État dans un contexte transnational

Dans les trois articles proposés par Damiano Matasci, Lorenzo Bonoli et l'équipe constituée autour de Pierre Doray, des statistiques d'État sont construites dans un cadre politique qui n'est plus national, mais bien transnational – quoique dans une partie bien délimitée du monde. La mesure

sert ici à une homogénéisation des politiques et des institutions, qui passe par un travail de réglementation nationale, mais qui repose sur des données statistiques et des catégorisations internationales.

Le contexte transnational de production et de diffusion des statistiques éducatives est au cœur de l'analyse proposée par Damiano Matasci. L'auteur interroge l'obsession actuelle pour les classements et les palmarès (des élèves, des établissements, etc.) en opérant un retour sur les racines historiques de ce phénomène. S'intéressant aux usages sociaux de la statistique scolaire internationale, il prend pour point de départ les classements élaborés par le statisticien français Émile Levasseur lors de l'Exposition universelle de Vienne en 1873. Produits jusqu'en 1897, ces classements constituent une importante compilation de statistiques sur l'instruction publique dans le monde. Mais surtout, ils rendent compte de l'usage de la mesure comme outil de preuve dans les débats publics nationaux, qui s'appuient dorénavant sur la comparaison internationale, facteur d'émulation entre pays. Alimentant l'idée d'un « retard » français, en dépit de l'interprétation prudente à laquelle invite É. Levasseur lui-même, ces statistiques comparées contribuent à légitimer les réformes éducatives menées par la III^e République naissante et à accélérer le travail d'homogénéisation des catégories, statistiques et administratives, en matière d'éducation.

Le contexte transnational de production et de comparaison des statistiques éducatives stimule également l'émergence des premières statistiques sur la formation professionnelle en Suisse, analysée par Lorenzo Bonoli. Établies en vue des expositions universelles de Vienne (1873) et de Zürich (1883), les premières statistiques sur la formation professionnelle inaugurent elles aussi un double mouvement d'homogénéisation des statistiques et de la réglementation en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Ce mouvement ne se fait toutefois pas sans difficultés, en raison de l'articulation particulière entre l'échelon cantonal et le niveau fédéral.

Pierre Doray et ses collègues de l'université du Québec à Montréal questionnent quant à eux une forme plus récente de mesure, celle du « décrochage scolaire », apparue aux États-Unis dans les années 1960. La propagation et le succès de cette préoccupation au Québec puis en France, à partir des années 1980, peuvent être mis au compte d'une diffusion internationale *via* des organismes comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou le Conseil de l'Europe, dans la visée d'un management public d'inspiration néo-libérale ; mais l'article montre qu'ils sont aussi l'œuvre de professionnels ou de chercheurs en sciences de l'éducation, qui participent à ce mouvement d'« internationalisation

intellectuelle ». L'article souligne également les résistances rencontrées par le processus de standardisation des instruments de mesure et de diffusion de la notion de « décrochage », qui témoignent de la variété des contextes institutionnels et des normes sociales selon les échelles territoriales.

2. Mesures des inégalités scolaires

Dans son analyse des performances scolaires des bacheliers en Hongrie, de 1851 à 1918, Viktor Karady montre que le processus de modernisation économique et politique de ce pays s'accompagne d'un renouvellement des élites, dont le niveau scolaire était un des fondements de leur légitimité. Pour cela, il utilise une imposante base de données portant sur le niveau de formation des élites, dans l'école secondaire et dans les établissements d'enseignement supérieur. Cette base porte sur une longue période – même si les résultats présentés portent ici sur la période qui va de 1851 à 1918. Il en ressort que des minorités ethno-confessionnelles, formées par les juifs et les luthériens d'origine germanique, présentent un très fort investissement dans la scolarité, à la fois en termes de fréquentation des établissements du secondaire et de résultats aux examens. C'est que l'excellence scolaire semble, pour eux, la meilleure solution pour éviter la relégation dans les segments les moins valorisés d'un système scolaire et social très hiérarchisé. L'article met aussi en évidence les effets du maillage des écoles qui ont été établies depuis longtemps par ces communautés religieuses pour assurer la maîtrise de la lecture et de l'écriture chez leurs fidèles.

Wouter Ronsijn s'appuie sur une analyse quantitative du développement de l'éducation en Belgique au ^{xx}e siècle pour montrer que l'expansion de la scolarisation tend d'abord à creuser les inégalités entre hommes et femmes, qui atteignent leur maximum entre les années 1930 et 1960, et qu'il existe un déplacement des inégalités vers les niveaux supérieurs, au fur et à mesure que la scolarité obligatoire s'allonge. Puis il s'intéresse au « rattrapage » des filles sur les garçons, en relevant que la barrière à l'entrée à l'université reste présente et que cette institution sera moins ouverte aux femmes jusqu'à la fin des années 1970. Les différents résultats de l'étude quantitative sont corrélés de manière précise par l'historien à la démographie, aux événements internationaux et aux mesures nationales. Il apporte ainsi une intelligence au phénomène connu, mais complexe, de l'accession des femmes à l'éducation.

L'étude de John Rury et de Sanae Akaba sur la distribution géo-spatiale de l'éducation dans le territoire de Kansas City s'appuie sur des données comparées des recensements de la population de l'agglomération en 1960

et en 1980. Le renforcement des inégalités territoriales est un phénomène connu, constitutif de la croissance des villes dans le second xx^e siècle. Mais ces inégalités sont relues ici à la lumière des différences de niveaux d'éducation des parents, et pas seulement à partir des caractéristiques socio-économiques plus traditionnelles, comme le niveau de richesse ou la composition démographique (âge et origine des résidents) du territoire. Cette démarche originale permet de montrer que les conditions socio-économiques (niveau de revenu et statut d'occupation du logement), le genre ou la couleur de la peau ne sont pas des éléments décisifs, dans la mesure où ce qui prime est le niveau d'éducation des parents. Les inégalités territoriales persistent toutefois, puisque le niveau des écoles ou l'entourage des pairs jouent un rôle.

Dans les trois articles de cette seconde partie du numéro, la quantification est un instrument que construit l'historien pour analyser et comprendre une situation ou un phénomène. Ils concernent tous les trois des périodes récentes et sont ancrés dans des problématiques qui ne peuvent être que peu ou pas reliées aux préoccupations des fabricants des chiffres sur lesquels s'appuie la quantification historique. Tout au contraire, ce sont les objectifs de ces fabricants qui sont au point de départ des articles de la première partie. Cependant, l'historien se trouve toujours dans l'obligation de décomposer, de corriger et de transformer les matériaux à sa disposition. La journée organisée en amont de la fabrication de ce numéro avait été pensée dans un registre international. En retour, nous obtenons bien sûr un éventail international de recherches mais surtout la mise en évidence du caractère de plus en plus internationaliste des statistiques.

Évelyne BARBIN

Laboratoire de Mathématiques Jean Leray
Université de Nantes, Faculté des sciences et des techniques
2 rue de la Houssinière, BP 92208
44 322 Nantes cedex, France
E-mail : evelyne.barbin@wanadoo.fr

Anne-Sophie BRUNO

Université de Paris 13 et Centre d'études de l'emploi, Le Descartes I
29 promenade Michel-Simon
93 166 Noisy-le-Grand cedex, France
E-mail : annesophie.bruno@gmail.com